

Title	Essai sur la Contribution de Paul Richards a la Comprehension de l'Agricuture Paysanne en Afrique
Author(s)	KALALA, Kamwanya
Citation	African Study Monographs (1988), 8(3): 129-143
Issue Date	1988-01
URL	http://dx.doi.org/10.14989/68032
Right	
Type	Departmental Bulletin Paper
Textversion	publisher

ESSAI SUR LA CONTRIBUTION DE PAUL RICHARDS A LA COMPREHENSION DE L'AGRICULTURE PAYSANNE EN AFRIQUE

KALALA Kamwanya

Faculty of Agriculture, Kyoto University

ABSTRACT Paul Richards, from agrarian populism approach, shows successfully in his book *Indigenous Agricultural Revolution. Ecology and food production in West Africa*, that African small-scale farmers, even poor and scattered, are ecologically inventive and skillful in their environment.

For this author, the most effective and rapid rates of agricultural change will occur when state resources are used to back changes that small-scale farmers are already keen to make. Then, agricultural research must lay especial emphasis on the ways in which farmers explore their environment, invent new techniques, and figure out innovative approaches to both familiar and unprecedented problems. Local inventiveness is a resource that might be better integrated, and not replaced, into the wider development process.

Below we'll shortly summarize P. Richards main ideas and arguments and give our opinion in the commentary.

Key Words: Small-scale farmers; Indigenous skills; Development process.

INTRODUCTION

1. Objectif de la Présentation

Dans cet article, nous nous proposons de présenter les idées et arguments avancés par P. Richards (1985) à propos des conditions et possibilités d'une "Révolution agricole paysanne en Afrique de l'ouest".

P. Richards, actuellement professeur à "University College London", a écrit ce livre après sept années d'enseignement de géographie agricole à l'Université d'Ibadan au Nigéria. Ce livre est le fruit d'une recherche conduite, avec un groupe d'étudiants de la faculté d'agronomie, dans des villages environnant le campus universitaire.

P. Richards tente de démontrer, à partir de nombreux cas concrets au Nigéria et en Sierra Leone, qu'il existe un véritable fossé entre ce que la science offre et les besoins fondamentaux des paysans ouest-africains.

La nature de ce fossé, ce qui devrait être fait pour le combler, la leçon qu'il enseigne à propos des liens entre la science et le développement, et plus particulièrement entre la science et les perspectives d'augmentation de la production alimentaire en Afrique de l'ouest, constituent les thèmes principaux de ce livre.

Les arguments avancés par l'auteur reposent sur la théorie du populisme agraire qui lui permet de mieux saisir, dans une perspective constructive, les systèmes culturels des paysans africains.

L'objectif que nous poursuivons, en commentant le livre de P. Richards, est de vulgariser l'approche populiste en Afrique francophone et d'inciter les chercheurs à s'interroger sur la rationalité des systèmes agricoles paysans du point de vue écologique, agronomique et socio-économique.

L'analyse de P. Richards se base sur son expérience en Afrique de l'ouest et sur les systèmes culturels qui y sont pratiqués. Nous voudrions examiner les possibilités qu'une telle analyse présente dans la compréhension des problèmes agricoles ailleurs en Afrique, plus particulièrement au Zaïre. Nous voudrions, ainsi, soulever des questions susceptibles de servir de base à d'autres études ultérieures approfondies sur l'agriculture paysanne analysée dans l'optique du populisme agraire.

Ci-dessous, nous nous proposons de tracer brièvement les grandes lignes de la théorie du populisme agraire. Ensuite nous donnerons, dans un second point, le résumé succinct du livre de P. Richards. Notre appréciation sur ce livre et sur la théorie populiste qui lui sert de fil conducteur fera l'objet du troisième point et conclura ainsi le présent article.

2. Le Populisme Agraire

Le populisme agraire, encore appelé "science populaire", a soulevé des débats très importants à la fin du 19^e siècle aussi bien en Union Soviétique qu'aux Etats-Unis d'Amérique.

L'économiste agricole Chayanov fut la figure de proue du populisme agraire russe. La théorie de Chayanov sur l'économie paysanne, développée après la Révolution d'Octobre, était le résultat d'une étude détaillée des systèmes agricoles paysans. Dans cette étude, Chayanov insistait sur la stabilité de la paysannerie en tant que classe sociale et sur la rationalité "non-capitaliste" de la plupart des décisions paysannes.

Ces notions étaient évidemment en contradiction avec la vision leniniste de la situation qui soutenait que la paysannerie s'avançait vers une rapide différenciation en classe de fermiers capitalistes riches et celle d'une masse de cultivateurs sans terre. Ainsi, par contraste avec les marxistes orthodoxes, les populistes russes rejetaient l'interprétation "évolutionniste" du changement agraire. Pour eux, il était possible de passer du féodalisme au socialisme sans la transition de l'état capitaliste.

Concrètement, l'approche populiste cherchait à transformer l'agriculture russe en faisant appel aux intérêts économiques des paysans et à leurs valeurs culturelles tout en améliorant les institutions paysannes existantes et leurs systèmes de production.

Cependant, la rapide collectivisation et l'introduction des méthodes de production "industrielles" dans l'agriculture soviétique sous Staline devaient mettre fin à toute tentative de développement agricole s'inspirant du populisme agraire.

Alors que le populisme russe fut un programme intellectuel en faveur de la paysannerie, le populisme américain, par contre, fut un mouvement politique organisé par de petits et moyens fermiers en lutte contre des spéculateurs financiers urbains. Le populisme américain s'était développé avec force dans les régions productrices de coton et de blé. Ses partisans furent des familles paysannes menacées par l'effondrement des prix agricoles et le renchérissement des taux d'intérêt.

En dehors de l'action politique directe (par exemple les activités du Parti Populaire

en 1880), le populisme agraire américain a eu une influence déterminante sur l'éducation et les centres de recherche agronomique. En l'occurrence, les agents animateurs étaient considérés comme des employés au service de la communauté paysanne et non comme des fonctionnaires d'une bureaucratie fortement centralisée. A la fin du 19^e siècle, la priorité, pour les agents des services agricoles, était de communiquer aux chercheurs les besoins et les préoccupations des fermiers et non de disséminer les résultats de la recherche agronomique auprès d'éventuels utilisateurs.

Dans l'optique du populisme agraire, les animateurs agricoles étaient réellement des "agents", donc des professionnels chargés de représenter les intérêts de leurs clients, plutôt que des "éducateurs", "informateurs" ou même "vendeurs" qu'ils sont devenus depuis lors.

En Afrique, le terme populisme fut utilisé pour décrire les mouvements de résistance paysanne conduits contre la pénétration coloniale et capitaliste et pour caractériser un certain nombre d'idiomes de la politique nationaliste (Kilson, 1967; Worsley, 1969). Plus tard, le terme populisme fut utilisé pour identifier les programmes de ralliement à une stratégie pro-rurale ou pro-paysanne de développement (Fanon, 1968; Kofi, 1980; Williams, 1976).

Le regain d'intérêt que connaît le populisme sous ce dernier aspect, reflète la gravité de la crise alimentaire actuelle en Afrique et donc, l'évidente inefficacité des initiatives officielles à résorber cette crise.

P. Richards se réfère au populisme en Afrique en tant que stratégie susceptible de venir à bout des problèmes agricoles que connaissent la plupart des pays africains, particulièrement ceux de l'Afrique de l'ouest anglophone.

Les hypothèses de travail de P. Richards peuvent être ainsi résumées :

1) Les paysans africains, quoique pauvres et dispersés, sont aussi autosuffisants en ce qui concerne les capacités innovatives. Le degré d'isolement et la pauvreté de la communauté paysanne condamnent d'avance à l'échec, dans la plupart des cas, toute tentative de copier les stratégies de développement européenne ou asiatique. Par contre, le savoir-faire local est la ressource la plus précieuse de l'Afrique que les projets de développement devraient utiliser au maximum.

2) Les paysans africains sont capables de procéder aux changements dans leur propre intérêt et au profit de la collectivité nationale. Mais des changements rapides et efficaces surviendront seulement lorsque les ressources étatiques seront utilisées à supporter des initiatives que les paysans eux-mêmes ont déjà entreprises ou bien souhaitent entreprendre. Ce support gouvernemental, loin de considérer indistinctement tous les intérêts paysans, devrait plutôt refléter les objectifs et priorités de la société globale.

3) Des programmes de développement rural, initiés au cours de ces 10-15 dernières années et qui ont pourtant mis les intérêts des paysans au centre de leurs préoccupations, n'ont enregistré que des résultats médiocres par manque de participation populaire dans la préparation des projets et l'introduction des innovations technologiques. La conséquence a été aussi bien l'ébauche des programmes peu réalisables que le support aux groupes de fermiers les moins indiqués dans la communauté paysanne. Typiquement, les intrants agricoles n'ont pas produit des résultats escomptés ou tout

simplement ont échoué entre les mains des non fermiers tels que les commerçants, les transporteurs, les fonctionnaires, les politiciens; donc ceux dont l'objectif est plutôt de quitter le milieu rural pour la ville. L'auteur considère que le populisme agraire est la voie la plus efficace pour encourager le savoir-faire sur lequel la Révolution Agricole peut reposer. Dans le point suivant, nous tentons de résumer succinctement le contenu du livre de P. Richards.

CONTENU SUCCINCT

Le livre de P. Richards comporte six chapitres et une conclusion. Ci-dessous nous nous efforçons d'en saisir les thèmes majeurs.

I. La Politique Agricole Coloniale et les Dilemmes Actuels

L'échec d'un bon nombre d'initiatives prises au cours de premières années de la colonisation démontre que l'environnement ouest-africain posait une série de problèmes mieux compris par les paysans que par les agences coloniales de développement agricole qui ne pensaient qu'en termes de "transfert de technologie". Pour ces agences, les stratégies qui avaient fait leur preuve ailleurs dans le monde, devaient aussi réussir en Afrique.

L'auteur tente de répondre à deux questions principales dans ce chapitre: quelles politiques agricoles ont été déjà essayées en Afrique de l'ouest? Quelles leçons, concernant les difficultés actuelles, peuvent être tirées à partir des tentatives de premières années coloniales ?

Se référant à l'histoire de la recherche agronomique coloniale en Afrique de l'ouest anglophone, P. Richards montre que l'approche populiste avait déjà soulevé l'intérêt de quelques chercheurs tels que Faulkner au Nigéria (1920) et Glanville en Sierra Leone (1933).

Par exemple, Faulkner ne considérait pas la culture itinérante dans un sens péjoratif comme la plupart des scientifiques de son époque. Pour lui, ce système agricole était rationnel dans les zones où la terre était abondante. Sous son influence, l'administration coloniale était intéressée dans l'introduction de "l'agriculture mixte" impliquant l'usage de la charrue à boeufs.

Glanville pour sa part a démontré que la plupart d'innovations majeures dans l'agriculture sierra leonaise étaient des découvertes paysannes. Pour lui, ces découvertes ne devaient pas être considérées comme le résultat d'un long processus "d'essais et d'erreurs" basé sur des pratiques traditionnelles raffinées, mais plutôt comme la preuve du savoir-faire des paysans. Ceux-ci, poursuit-il, avaient suffisamment de bonnes raisons pour refuser les méthodes dites "développées".

Plus tard, la science a découvert les avantages de la culture sur brûlis et le fait que la culture itinérante n'était pas la preuve de "l'état arriéré" de l'agriculture africaine.

L'échec des tentatives d'introduction de nouvelles variétés de coton et du riz et de la culture irriguée pendant la colonisation peut aussi contribuer à une meilleure compréhension des politiques agricoles actuellement en application en Afrique de l'ouest.

Ainsi, la politique "d'import-substitution" qui considère que l'agriculture devrait

être "exploitée" en vue de financer l'industrie nationale est la cause d'un degré élevé de pauvreté et de chômage en milieu urbain, alors que le secteur agricole a été dangereusement affaibli par le manque d'investissements et les pressions fiscales.

Les programmes de développement agricole intégré financés par la Banque Mondiale ont également connu des résultats médiocres en Afrique de l'ouest.

C'est dans ce cadre qu'il faudrait analyser l'intérêt que soulève la littérature récente en insistant sur le populisme "ravivé" comme l'ingrédient manquant dans le processus de l'innovation technologique.

2. Systèmes Cultureux en Afrique de l'Ouest

La saisonnalité, la culture itinérante, la culture mixte et la culture des terres humides constituent des principes écologiques majeurs sur lesquels repose l'agriculture paysanne en Afrique de l'ouest.

L'environnement agricole des régions tropicales diffère sur plusieurs points de celui des régions tempérées. L'alternance des saisons dans les régions tropicales est fonction de la pluviosité et non de la température.

Pour les paysans, les dates du début et de la fin de la saison de pluies et la variabilité de la pluviosité à ce moment sont des données d'une importance cruciale. La plupart des communautés ont développé un ensemble des techniques de prédiction. En l'occurrence, le changement dans la direction du vent et la formation des nuages sont observés tandis que l'activité des plantes, des insectes et des oiseaux est contrôlée en vue d'évaluer des variations du sol et le niveau d'humidité atmosphérique.

La culture itinérante implique le défrichage et le brûlis de la végétation naturelle, les semences pour une ou deux saisons sur la partie défrichée, ensuite le déplacement vers un nouveau lopin de terre pendant que l'ancien récupère sa fertilité sous l'action de la végétation naturelle.

En zone forestière, le cycle culture-jachère est de 1-4 ans de culture suivis par 5-15 ans de jachère. Dans la savanne, la culture pendant plusieurs années (entre 2 et 10 ans selon la qualité du sol) sera suivie d'une longue jachère (de 20 à 30 ans dans les zones où la terre est abondante).

Peu, sinon pas, de paysans ouest-africains comptent uniquement sur la culture itinérante. Généralement, ils combinent la culture itinérante des hautes terres avec la culture des terres humides du fond des vallées. Ou encore ils combinent la culture itinérante des terrains éloignés avec la culture permanente des terres avoisinantes où ils utilisent le fumier et le compost.

La culture itinérante a été considérée comme un système (avec une connotation négative sous la colonisation) ou comme l'étape la moins élevée sur l'échelle du progrès agricole (Cf. Boserup, 1965). Mais selon P. Richards, la culture itinérante est un ensemble de connaissances agricoles adéquates. Le savoir-faire des paysans en ce qui concerne les techniques de conservation du sol et la fertilité est une preuve de leur maîtrise écologique.

Le terme "culture mixte" caractérise le semis de différentes plantes dans un même champ et durant une même saison. Ce système est l'opposé de la monoculture ou de la culture d'une seule plante.

Les systèmes de culture mixte peuvent varier selon quatre critères principaux : le

nombre des plantes et leurs combinaisons, la spécialisation sociale, l'organisation spatiale et le temps.

La culture mixte est rare, sinon inconnue, en zones tempérées. Aussi, quelques scientifiques occidentaux supposent qu'il s'agit-là de l'évidence de l'état arriéré de l'Afrique qui ne possède aucune tradition ou histoire d'irrigation.

P. Richards réfute ces hypothèses et démontre que les paysans africains retirent un grand nombre d'avantages de ce système : un rendement meilleur et sûr, de faibles exigences en main-d'œuvre, un meilleur contrôle des insectes, de mauvaises herbes et des maladies et l'approvisionnement en divers produits de subsistance.

Par ailleurs, la recherche scientifique a confirmé, au cours de la dernière décennie, le bien-fondé des pratiques culturelles paysannes. A titre d'exemple, la réussite de la culture mixte implique des complémentarités spatiales et temporelles telles que la combinaison des céréales avec des légumes, ou encore la combinaison de différentes variétés d'une même plante. En plus, l'association des plantes bien réalisée est bénéfique par son impact sur la température du sol et sur le micro-climat.

Il faudrait donc considérer la culture mixte, non pas comme un ensemble de techniques traditionnelles, mais plutôt comme une preuve du progrès vers une Révolution Agricole bien adaptée aux conditions spécifiques de l'Afrique de l'ouest. Mais il est important que la science suive, plutôt que de conduire, cette Révolution comme ce fut le cas de l'agriculture anglaise au 18^e siècle.

L'approche populiste repose donc sur l'idée que la combinaison de l'expertise paysanne avec les intrants agricoles soi-disant "modernes" est la meilleure voie pour réaliser la Révolution Agricole en Afrique de l'ouest.

En ce qui concerne la culture des terres humides, P. Richards fait remarquer que les techniques agricoles de rétention d'eau exigent presque toujours une main-d'œuvre importante. Pour cette raison, elles ne sont répandues que dans quelques localités de l'Afrique de l'ouest.

Si la science, après de longues années, est parvenue à considérer à sa juste valeur la culture mixte, les techniques paysannes d'utilisation des terres humides, au contraire, n'ont presque pas figuré sur les liste des planificateurs et des pouvoirs publics.

Jusqu'en 1970, l'irrigation était considérée en Afrique comme synonyme de l'érection de grands barrages. Mais depuis lors, les attitudes ont changé et les organisations internationales telles que la F.A.O. ou la Banque Mondiale, accordent beaucoup plus d'attention aux besoins et intérêts des paysans.

Stern (1980) considère que l'irrigation est tout processus, autre que la précipitation naturelle, qui fournit de l'eau aux plantes—et inclut la culture sur pentes suintantes, la culture humide, la petite irrigation manuelle du fait qu'il s'agit là d'importantes caractéristiques du développement de la petite agriculture paysanne. Il découle, de cette définition, que l'irrigation est déjà répandue en Afrique de l'ouest.

Plusieurs pays ouest-africains ont déjà tenté d'intéresser les paysans aux techniques d'irrigation basées sur le modèle de l'Asie du Sud-Est. Ces projets se sont avérés souvent très exigeants en travail humain, donc inappropriés aux conditions locales.

Une meilleure approche consiste plutôt à revaloriser les techniques paysannes d'irrigation dont les plus importantes sont :

- 1) la culture estuaire telle que la mise en valeur des terres marécageuses des estuaires par les paysans Temne de Sierra Leone,
- 2) la culture du fond des vallées ou des plaines inondées au nord du Nigéria,
- 3) la culture des pentes suintantes à l'instar de celle pratiquée par les planteurs d'igname au Nigéria ou du riz précoce en Sierra Leone.

Dans la culture mixte et l'utilisation des vallées, les paysans ouest-africains ont tracé une voie sur laquelle la recherche agronomique formelle marche maintenant. Le manque de soutien à de telles initiatives paysannes dans le passé a une part de responsabilité dans la crise alimentaire actuelle.

Deux cas concrets peuvent bien illustrer l'exploitation judicieuse d'un ensemble hautement spécifique des conditions environnementales par les paysans. Il s'agit de la production du riz sur les terres humides du centre de Sierra Leone et de la production vivrière à l'ouest du Nigéria.

Le cas sierra leonais concerne la production du riz dans des régions peu peuplées du centre.

Les paysans ont procédé à la plantation de différentes variétés de riz appropriées aux conditions écologiques locales. A titre d'exemple, ils ont associé la culture du riz de maturité précoce sur les pentes suintantes avec celle du riz de lente maturité capable de résister à la crue sur des terres humides.

Il s'agit là d'un cas caractéristique des régions ouest-africaines ayant répondu efficacement à la demande croissante du marché en augmentant la production vivrière. Mais ces régions furent insuffisamment larges ou importantes, par elles-mêmes, pour attirer l'attention de la recherche agronomique formelle.

La recherche scientifique devrait chercher avant tout à mieux comprendre comment les paysans aménagent la culture du riz précoce sur les pentes et comment les techniques locales de culture des terres humides s'intègrent aux autres activités agricoles.

Une étude détaillée dans ce sens fait voir des changements dynamiques adoptés par les paysans dans la culture du riz, particulièrement en ce qui concerne l'organisation du travail (création des coopératives de travail), les pratiques culturelles et l'expérimentation de nouvelles variétés du riz.

Ce cas nous enseigne que la faible densité démographique et l'absence de toute recherche adaptée aux besoins spécifiques des paysans de cette région de Sierra Leone n'ont pas inhibé l'esprit d'invention et de découverte au niveau local.

Le deuxième cas illustre des changements intervenus dans une région à forte densité démographique avec une population rurale en croissance rapide. Il s'agit de la zone forestière à l'ouest du Nigéria où la combinaison de la production vivrière avec le palmier à huile a été expérimentée avec succès par les paysans Ikela et Urhobo.

L'examen détaillé des systèmes culturels locaux prouve que les paysans possèdent en abondance des capacités d'invention, d'adaptation et d'expérimentation. On peut citer, à titre d'exemple, l'adoption du manioc par les paysans Ikela pourtant réputés

experts dans la culture de l'igname. Actuellement, ces paysans produisent plus de manioc que d'igname.

On peut aussi citer le savoir-faire et l'habileté des paysans Ikela dans leur lutte contre les insectes nuisibles qui ont ravagé les plantes de manioc dans les années 1960-1970.

En plus, la rapide croissance de la production du palmier à huile, due à l'association des paysans Ikela avec les coupeurs spécialistes Urhobo, est une preuve de plus du dynamisme local.

Une certaine littérature sur l'agriculture ouest-africaine continue à prétendre que l'intérêt paysan pour la production vivrière est une preuve de l'absence des forces capitalistes, donc de l'orientation vers l'économie d'autosubsistance. D'autres prétendent encore qu'il s'agit de la "survivance" des éléments du mode de production pré-capitaliste.

Une telle supposition révèle une mauvaise compréhension des mécanismes de la production vivrière de subsistance. Par exemple, pendant des années de recession économique, d'inflation galopante ou de mauvaise gestion de l'économie, les producteurs des denrées alimentaires peuvent se réfugier dans l'auto-consommation et préférer manger et boire leur production, plutôt que d'être forcés à vendre leur surplus à des prix "fixes" dans "l'intérêt national".

La conclusion qui se dégage de l'étude de ces deux cas est que les paysans sont innovateurs. Les agences de développement n'encouragent pas cet esprit d'innovation parce qu'elles ne parviennent pas à comprendre que la nature de l'agriculture, ainsi que la politique des communautés productrices sont des éléments d'un intérêt majeur.

3. Science et Paysannerie

L'esprit d'innovation et d'adaptation des paysans africains se manifeste surtout dans les domaines où les agents extérieurs interviennent moins. Les changements agricoles en Angleterre ont été l'oeuvre des paysans et non celle des scientifiques. C'est la Révolution Agricole qui a stimulé la recherche agronomique et non le contraire.

Soulever ce point ne signifie pas que la recherche scientifique n'a aucun rôle à jouer dans le développement de l'agriculture ouest-africaine. Ce serait-là une conclusion absurde. Il s'agit plutôt de souligner le fait que l'apport des scientifiques dépend du contexte dans lequel ils opèrent.

Dans les pays capitalistes industrialisés, les communautés paysannes sont hautement organisées, politiquement influentes et capables d'injecter un sens de réalisme dans des programmes de recherche qui, autrement, seraient impraticables ou d'insister pour qu'une attention particulière soit réservée aux sujets de recherche que les paysans jugent prioritaires.

En Afrique de l'ouest par contre, une communauté paysanne, fragmentée et sans influence, n'a pratiquement pas d'opportunités pour communiquer directement ses besoins de recherche ou formuler une liste de priorités.

A partir de l'étude de deux cas concrets concernant les tentatives d'encourager la Révolution Agricole en Afrique de l'ouest, P. Richards pose le diagnostic du problème de la recherche agronomique.

Les récentes tentatives de transposition de la Révolution Verte en Afrique de l'ouest ont soulevé des problèmes socio-économiques et institutionnels qui ont démontré que l'accent devrait être mis sur les techniques écologiques paysannes et sur les particularités de l'environnement local.

L'analyse de la lutte coloniale contre la trypanosomiase illustre aussi le fait que le savoir-faire écologique et les connaissances agricoles paysannes ne peuvent être ignorés. Dans la plupart des cas, les paysans sont les seuls experts dans les conditions écologiques locales. Par conséquent, la recherche agronomique devrait être une association entre la science formelle et le savoir-faire des paysans.

4. La Science Populaire

L'alternative au modèle de recherche "d'en-haut" consiste en l'exploration des possibilités d'une coopération saine entre scientifiques et paysans. Plusieurs arguments militent en faveur d'une "science populaire", décentralisée et participative, dont l'objectif est de supporter, plutôt que remplacer, les connaissances locales.

L'expérimentation sur terrain renferme une contradiction dans ce sens que l'adhésion des paysans est sollicitée dans un contexte où le scientifique est nettement aux commandes.

Deux cas concrets (les variétés du riz dans l'agriculture Mende en Sierra Leone et la lutte contre les criquets au Nigéria), démontrent que les paysans possèdent de solides capacités de recherche qu'on peut appeler "recherche informelle".

L'un des aspects importants du populisme agraire est l'accent qu'il met sur la recherche informelle dans la stratégie de développement.

Dans l'optique populiste, la recherche participative est utilisée pour diagnostiquer les "goulots d'étranglement" du développement rural. L'idée fondamentale de cette approche est que la formulation du problème, et même la recherche proprement dite, devraient être entreprises par les utilisateurs eux-mêmes. Le rôle du scientifique est celui d'un consultant: collaborer plutôt que diriger.

Ainsi, la notion d'expert agricole est remplacée par celle d'agent catalyseur. Ceci requiert une nouvelle approche de l'enseignement agronomique.

La réforme de l'enseignement agronomique devrait insister sur les aspects sociaux, économiques et politiques du développement agricole: l'agriculture est en même temps un processus biologique et un processus social.

L'approche participative devrait mettre fin aux travaux de recherche qu'on pourrait qualifier de "tourisme rural". Le problème majeur avec "le tourisme rural" est qu'il tend à renforcer les préjugés défavorables aux paysans.

L'approche participative cherche plutôt à étudier en prenant part aux travaux agricoles. Ce qui diffère de l'approche anthropologique d'observation participante qui consiste essentiellement à "étudier en causant".

Le travail de ce genre exige un contact suivi entre étudiants et paysans pendant une période suffisamment longue en vue de mieux comprendre l'agriculture villageoise en tant que processus.

Personne ne s'attend à ce qu'un pilote dirige un avion sur base des connaissances livresques seulement. Pourquoi devrait-on s'attendre à ce que le paysan se laisse

diriger par un conseiller qui, en toute probabilité, n'a jamais géré une ferme dans la réalité? Il est dès lors essentiel pour les étudiants, de gagner une large connaissance des systèmes agricoles locaux et de leurs problèmes et de tenter d'introduire des améliorations appropriées aux conditions du village en tenant compte de l'opinion agricole locale.

Le succès des travaux sur terrain de ce genre, en association avec des paysans représentatifs, pourrait être au centre des prospections pour une Révolution Agricole sous l'optique populiste.

5. Conclusion

Il est généralement admis que les problèmes de la production agricole vivrière sont actuellement au centre des préoccupations dans les pays de l'Afrique de l'ouest. Cependant, les tentatives de développement de la production vivrière par le transfert technologique ont connu des résultats décevants.

La présente étude avait pour but de démontrer qu'il existe des arguments écologiques solides pour déplacer l'énergie vers une plus grande mobilisation des initiatives et connaissances locales.

Deux arguments expliquent cette approche : d'abord l'Afrique de l'ouest est une région où la faible densité démographique est encore commune et la diversité des terres et des écosystèmes particulièrement élevée. Ces conditions posent des problèmes sérieux aux projets d'amélioration des méthodes culturales dans le cadre d'une recherche centralisée. Ensuite, les connaissances agricoles locales, quoique sous-estimées, constituent potentiellement une ressource importante du développement agricole.

L'un des débats récents concerne les possibilités de réduire les dépenses étatiques destinées à induire le changement technologique dans l'agriculture ouest-africaine en faveur du support direct de l'agriculture paysanne. Il a été dit à ce sujet, pas entièrement sous forme de boutade, que le plus grand obstacle au développement agricole, depuis les premières années de la colonisation jusqu'à ce jour, avait été le Département de l'Agriculture. Ceci à cause du fait que les services agricoles sont incapables de livrer les intrants agricoles en temps voulu et du fait aussi que les ressources pour payer ces services proviennent des taxes sur les producteurs ruraux et, par là, diminuent l'intérêt des paysans pour leurs propres innovations et expériences.

La présente étude a démontré l'évidence de l'esprit d'innovation des paysans en ce qui concerne la production vivrière. Mais des travaux ultérieurs sont nécessaires pour déterminer les circonstances dans lesquelles cet esprit d'innovation peut prospérer et comment, dans un pays donné, cette masse de connaissances et d'initiatives peuvent être mises en valeur pour atteindre les objectifs du développement national.

COMMENTAIRE ET DISCUSSION

P. Richards est l'un de rares chercheurs qui ont tenté de comprendre positivement les pratiques culturales des paysans africains. Son ouvrage ouvre une voie originale à la recherche agronomique, écologique et socio-économique en réfutant la plupart

des préjugés véhiculés jusqu'à ce jour par la littérature sur l'agriculture africaine.

Les arguments de P. Richards, loin de se référer à des statistiques abstraites, incomplètes et souvent trompeuses, reposent plutôt sur l'étude de nombreux cas pratiques. Chacune de ses affirmations sur l'esprit d'innovation et le savoir-faire local est étayée par une observation systématique des pratiques culturelles paysannes.

P. Richards démontre ainsi que les paysans africains, loin d'être "arriérés", sont plutôt créateurs et innovateurs. Souvent, ils sont les seuls experts dans leur environnement.

De nombreuses études confirment les principales thèses avancées par P. Richards. Citons, à titre d'exemple, le Rapport Berg de la Banque Mondiale (Commins et al., 1986) qui stipule l'évidence des qualifications paysannes dans l'aménagement de leurs propres ressources (terre, eau, engrais) et insiste sur les connaissances agronomiques locales.

Citons aussi Yona Friedman (1982: 131-132) qui, en partant des problèmes écologiques des pays industrialisés, propose "une autre science et une autre recherche qui soient orientées vers des techniques "en symbiose" avec l'environnement, qui soient orientées vers des méthodes de survie ne nécessitant pas d'intervention humaine exagérée.... Il nous faudrait produire la nourriture nécessaire...sans pour autant défricher et labourer à outrance, sans trop bouleverser radicalement l'environnement".

Ainsi, comme l'a souligné P. Richards, les paysans africains ont beaucoup à apprendre aux scientifiques à propos de la gestion des ressources écologiques : l'importante oeuvre de l'agronome français R. Dumont insiste aussi sur la supériorité de l'agriculture organique ou biologique (agriculture paysanne) sur la surexploitation des produits chimiques dans l'agriculture motorisée. Cet avis est également partagé par de nombreux écologistes et simples consommateurs dans les pays industrialisés.

En plus, l'étude de J. M. Due (1986) corrobore la thèse de P. Richards à propos des capacités de recherche paysannes et l'importance des variétés locales. Cette étude démontre que l'accroissement de la production du maïs au Zimbabwe, résultat de l'introduction d'une nouvelle variété améliorée (SR52), n'était pas dû à un quelconque transfert de technologie, mais plutôt au croisement de deux variétés locales.

Par ailleurs, l'agriculture de subsistance n'est plus considérée comme une évidence de l'état "arriéré" de l'agriculture paysanne car il est de plus en plus recommandé aux centres urbains les plus modernes de se suffire, dans une proportion notable, en matière de production agricole (Friedman, 1982: 61-62).

De nombreux exemples peuvent être fournis pour prouver la justesse des vues de P. Richards sur les capacités innovatives et la rationalité écologique des paysans africains. Cependant, nous devons noter que la culture itinérante constitue actuellement une menace sérieuse pour l'agriculture paysanne.

La déforestation qui découle de la culture itinérante sur brûlis a des effets néfastes sur l'écologie et destabilise le climat. A titre d'exemple, les forêts qui constituaient autrefois 75% du territoire éthiopien ne représentent plus qu'environ 4% à l'heure actuelle (Sakamoto, 1986). Au zaire, chaque année 2 millions d'hectares de terres sont affectés par la culture itinérante et quelques années avant (1979-1981) la région

ouest du pays (Bas-Zaïre) avait expérimenté des perturbations climatiques dues à la surexploitation de la forêt de Mayumbe (Elima, 1986).

Le tableau ci-dessous démontre que la situation reste très préoccupante dans d'autres pays africains.

Ainsi, nous sommes d'avis qu'il faudrait abandonner la culture itinérante sur brûlis au profit d'autres formes de culture qui ne menacent pas à long terme l'équilibre de l'écosystème naturel.

Comme P. Richards l'a démontré, la culture itinérante en Afrique de l'ouest est généralement combinée avec une autre forme de culture permanente telle que celle des terres humides ou au voisinage du lieu d'habitation. Il serait donc utile d'orienter la recherche vers ce type de culture pour qu'il prenne le pas sur la culture itinérante.

En plus, l'association de l'agriculture avec l'élevage, loin de constituer seulement un rêve comme le prétend P. Richards, nous semble mériter plus d'attention.

En effet, il est généralement admis que les instruments aratoires utilisés par les paysans (houe, machette, bêche...) constituent une limitation à la taille moyenne des surfaces cultivées et rendent le travail agricole extrêmement dur et rebutant pour les jeunes gens.

Le recours à la culture attelée permettrait non seulement de cultiver, mais aussi de sarcler et de semer des surfaces de terre beaucoup plus larges. Plusieurs études ont démontré que la productivité de la culture attelée est plusieurs fois supérieure (quatre fois au moins [Westley et al., 1975]) à celle de la culture manuelle.

Nous sommes ainsi d'avis que la culture attelée, en tant que solution intermédiaire entre la mécanisation agricole (souvent coûteuse et inappropriée aux sols africains) et la culture manuelle (laborieuse et peu productive), constitue une voie médiane qui mérite d'être explorée attentivement dans le processus du développement agricole africain.

En dépit de ces réserves, l'ouvrage de P. Richards revêt un caractère révolutionnaire dans l'étude de l'économie agricole paysanne. En nous référant au cas du Zaïre, l'analyse de P. Richards sur la mauvaise compréhension des principes sur lesquels repose l'agriculture paysanne et l'orientation "colonialiste" des politiques agricoles (gouvernementales, des agences internationales de développement ou des instituts de recherche agronomique) se trouve largement confirmée.

Le Zaïre possède de vastes terres cultivables. En moyenne c'est un pays sous-peuplé. Mais, sur le plan agricole, on trouve aussi bien des régions surpeuplées (le Sud-Kivu par exemple) que des régions fortement sous-peuplées (telle que la région de la savanne au Bandundu et au Kasai). Les conclusions de P. Richards, tirées à partir des cas

Tableau 1. La décroissance forestière dans quelques pays africains.

	(en milliers d'hectares)	
	1961-1965	1978
Côte-d'Ivoire	10,300 (100.0)	5,100 (49.5)
Liberia	3,869 (100.0)	2,500 (64.6)
Togo	506 (100.0)	340 (67.2)
Ouganda	7,560 (100.0)	2,759 (36.5)

Source: cf. Sakamoto, K. et al., 1986, p. 40.

concrets au Nigéria (forte pression démographique) et en Sierra Leone (relativement sous-peuplée) peuvent aussi s'appliquer à l'agriculture zaïroise.

Plus particulièrement, la situation du Nigéria, jadis pays agricole et grand exportateur des produits du palmier, mais qui, à cause du pétrole, a complètement négligé le secteur agricole, est assez proche de celle du Zaïre. En plus, l'exode rural qui avait vidé les campagnes sierra leonaises au profit de l'exploitation diamantifère est un phénomène d'actualité dans la région du Haut-Zaïre et du Kivu (or) ainsi que dans le Kasai (diamant).

Nous pouvons affirmer, en ce qui concerne la politique agricole gouvernementale, qu'il s'agit tout simplement d'une stratégie conçue en vue d'exploiter à fond les paysans et cela, sans contrepartie pour ces derniers. Nous pouvons citer, à titre d'illustration, la politique des prix défavorables aux producteurs agricoles, le processus de commercialisation des produits d'exportation qui dépouille le paysan au profit des acheteurs bien placés politiquement, les tentatives de financer l'industrie "d'import-substitution" à partir des ressources tirées du secteur agricole....

Poussant plus loin que l'exploitation économique des paysans, les mesures récentes du gouvernement zaïrois constituent une tentative de suppression de la classe paysanne en tant que partenaire économique. Nous pensons ici aux "Conventions de développement" par lesquelles le gouvernement insiste pour que les entreprises les plus importantes du pays, la Gécamines en l'occurrence, s'occupent aussi de la production vivrière pour couvrir les besoins de leur main-d'oeuvre, excluant ainsi les paysans de l'économie monétaire.

D'autre part, la recherche agronomique sous l'égide de l'INERA (Institut National d'Etude et Recherche Agronomique) est caractérisée par une remarquable inefficacité. Le fait qu'elle n'ait pu se démarquer des cultures d'exportation, le manque de moyens financiers et le désengagement des cadres scientifiques qualifiés peuvent expliquer cette carence.

L'enseignement agronomique, tel qu'il est organisé au Zaïre, prêche tout simplement le mépris du paysan. Au nom du "diplôme" obtenu, l'encadreur agricole considère le paysan comme ignorant et "arriéré". L'attitude colonialiste n'est pas seulement l'apanage des chercheurs et "experts" étrangers; elle est aussi le fruit du type d'enseignement dispensé dans les écoles supérieures et faculté d'agronomie du pays.

Compte tenu de cette situation, l'acceptation de l'approche populiste peut révolutionner la recherche et l'enseignement agronomique au Zaïre en insistant sur le savoir-faire et le dynamisme intrinsèque des paysans.

Actuellement, il n'existe pas d'études scientifiques complètes sur les capacités paysannes de gestion des ressources ou sur leur savoir-faire écologique une fois confrontés aux circonstances nouvelles.

Les seules études valables sur la rationalité des paysans concernent leur capacité de résistance contre les politiques qui leur sont imposées par le gouvernement ou par la "bourgeoisie" commerçante, donc leur habilité d'autodéfense. On peut consulter avec intérêt les études de Dr. Mbaya Mudimbe et de Guy Verhaegen à ce sujet (Mbaya, 1980).

Cependant, dans l'optique populiste, on peut aller en deçà du niveau macro-écono-

mique et considérer la rationalité paysanne du point de vue des pratiques culturelles proprement dites.

L'approche populiste ouvre ainsi une nouvelle voie aux chercheurs intéressés dans l'agriculture zaïroise et leur permet d'étudier positivement les systèmes cultureux locaux : comment les paysans opèrent-ils dans leur environnement et quelles sont leurs motivations dans les pratiques culturelles spécifiques? Quels problèmes rencontrent-ils dans leurs efforts pour aménager l'environnement et comment essaient-ils d'en venir à bout ? Dans quels domaines le savoir-faire paysan est-il prépondérant et comment combiner les connaissances locales avec la recherche agronomique formelle dans le cadre d'un vaste programme de développement national ?

La contribution coopérative au développement rural peut être aussi analysée dans l'optique populiste.

En effet, les intérêts des paysans ne seront pris en considération dans la formulation des politiques de développement que dans la mesure où ils constituent une force économique et sociale bien organisée et capable de faire entendre sa voix.

La coopérative apparaît comme le meilleur type d'organisation des paysans dans a perspective populiste. Mais il faut distinguer les initiatives paysannes avec celles imposées par les pouvoirs publics qui ne sont qu'un moyen de rassembler les paysans en vue de mieux les exploiter.

Dans l'optique populiste, la recherche scientifique devrait se pencher davantage sur les formes coopératives villageoises telles que les fontines et les groupes de travail : comment ces associations communautaires sont-elles créées? Comment fonctionnent-elles ? Quels sont leurs buts ? Leurs problèmes ? Le rôle des membres ? Peuvent-elles servir de base au mouvement coopératif moderne ?

Ce type de recherche, réalisée dans l'optique populiste, est tout à fait différente du "tourisme rural" dénoncé par P. Richards et qui domine encore la recherche scientifique actuelle en milieu rural zaïrois. Les stages effectués par les étudiants des universités et instituts supérieurs ainsi que les travaux de chercheurs nationaux et étrangers ressemblent, à quelques exceptions près, aux excursions touristiques sans impact sur les problèmes auxquels les paysans sont confrontés.

Le tourisme rural satisfait la curiosité du chercheur et sa soif pour les faits "extraordinaires, inhabituels ou étranges". Mais il n'aide en rien le paysan à faire face aux incertitudes de son environnement. Bien au contraire, il renforce des préjugés défavorables au sujet de son mode de vie et détourne son attention du dur labeur des champs.

Nous pensons que le populisme agraire, dans la mesure où il prêche une voie différente d'appréhender les problèmes ruraux, peut contribuer à une meilleure compréhension de la situation paysanne en Afrique. Particulièrement, il peut soutenir les changements déjà entrepris par les paysans et trouver des techniques appropriées et des méthodes capables de venir à bout de l'actuelle crise agricole.

Concrètement, les tentatives d'introduction de la Technologie Appropriée dans l'agriculture zaïroise entreprises par des institutions telles que le CEPAS (Centre d'Etudes Pour l'Action Sociale), l'ADI (Association pour le Développement Intégral), le CEETA (Centre d'Etude et d'Expérimentation des Technologies Appropriées),

le Projet Nkata...devraient s'insérer dans l'optique du populisme agraire telle que définie par P. Richards; c'est-à-dire mener des investigations à partir de l'expertise et du savoir-faire des paysans et soutenir des innovations qu'eux-mêmes ont déjà entreprises ou souhaitent entreprendre.

REFERENCES

- Boserup, E. 1965. *The Conditions of Agricultural Growth*. George Allen & Urwin, London.
- Due, J. M. 1986. Agricultural policy in tropical Africa: Is a turnaround possible? *Agricultural Economics* vol. 1: 29, Amsterdam.
- Elima* No. 350: 10, 17, 1986 (Kinshasa). L'arbre c'est la vie.
- Fanon, F. 1968. *The Wretched of the Earth* (C. Farrington, trans.). Penguin, Harmondsworth.
- Friedman, Y. 1982. *Alternatives Energétiques ou la Civilisation Paysanne Modernisée*. Ed. Dangles, France.
- von Hülst, H. 1975. The role of farm mechanisation in developing countries. In (S. B. Westley et al.) *Proceedings of a Workshop on Farm Equipment Innovations for Agricultural Development and Rural Industrialisation*, p. 59, University of Nairobi, Nairobi.
- Kilson, M. 1966. *Political Change in a West African State*. Harvard University Press, Cambridge, Mass.
- Kofi, T. A. 1980. Peasants and agrarian economic development: Populist lessons for Africa. In (A. T. Yansane, ed.) *Decolorization and Dependency: Problems of Development of African Societies*. Greenwood Press, Westport.
- Lofchie, M. F. 1986. Africa's agricultural crisis: An overview. In (S. Commins et al.) *African Agrarian Crisis: The Roots of Famine*, p. 16, Lynne Rienner Publishers, Colorado.
- Mbaya, M. 1980. Les paysans face aux innovations: Rationalité ou irrationalité (le cas des Turumbu)? *Cahiers du Cride* No. 14: 1-13.
- Richards, P. 1985. *Indigenous Agricultural Revolution: Ecology and Food Production in West Africa*, Ed. Hutchinson, London.
- Sakamoto, K. 1986. Un essai sur la stratégie pour le développement de l'agriculture traditionnelle en Afrique, surtout au point de vue écologique. In (K. Sakamoto, ed.) *Comparative Studies on the Agricultural Production in Equatorial Africa*, pp. 36-46.
- Stern, P. 1980. *Small-Scale Irrigation: A Manual of Low-cost Water Technology*, p. 3. Intermediate Technology Publication, London.
- Williams, G. 1981. The World Bank and the peasant problem. In (J. Heyer et al., eds.) *Rural Development in Tropical Africa*, MacMillan, London.
- Worsley, P. 1969. The concept of populism. In (Ionescu & Gellner) *Populism: Its Meanings and National Characteristics*, Weiderfeld & Nicolson, London.

—Received June 16, 1987.

Author's Name and Address: KALALA Kamwanya, *Department of Agricultural Economics, Faculty of Agriculture, Kyoto University, Oiwake-cho, Kitashirakawa, Sakyo-ku, Kyoto 606, Japan.*